



Assemblée générale

Distr. générale
29 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session
Point 107 de l'ordre du jour provisoire*
Prévention du crime et justice pénale

Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a été établi en application de la résolution [77/234](#) de l'Assemblée générale. Il présente les activités entreprises par l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en vue d'améliorer le cadre régional pour la prévention du crime et la justice pénale et le rôle qu'il joue dans la promotion de l'état de droit et des droits humains dans le contexte de l'administration de la justice. Il décrit les liens qui existent entre les activités de l'Institut et la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il décrit également en détail le processus de restructuration de l'Institut, entrepris dans le but d'améliorer la prestation de services, et les efforts déployés par l'Institut pour obtenir des fonds pour ses activités.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 77/234 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport sur l'application de cette résolution assorti de recommandations sur les moyens de renforcer encore les capacités de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de promouvoir plus vigoureusement la coopération, la coordination et la collaboration régionales dans le domaine de la lutte contre la criminalité, en particulier la criminalité transnationale. En outre, elle l'a prié, en tenant compte du prochain plan stratégique de l'Institut, de continuer de s'employer à mobiliser les ressources financières nécessaires afin que l'Institut dispose des administrateurs permanents dont il a besoin pour s'acquitter efficacement de ses obligations statutaires, et a réitéré la demande qu'elle lui avait adressée dans sa résolution 75/197 de redoubler d'efforts pour mobiliser toutes les entités compétentes des Nations Unies afin qu'elles apportent à l'Institut l'appui financier et technique dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat.

2. Le présent rapport donne un aperçu des activités entreprises par l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants de juin 2022 à mai 2024. Dans le cadre d'un changement stratégique, l'Institut a mené ses activités en ligne dans certains domaines thématiques de la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce format lui a permis d'étendre la portée de ses activités à toutes les régions d'Afrique, en particulier aux États membres francophones, l'objectif étant de promouvoir plus vigoureusement la coopération, la coordination et la collaboration régionales dans le domaine de la lutte contre la criminalité. Les réunions en ligne, rendues nécessaires par la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19), ont effectivement remplacé les réunions physiques traditionnelles que l'Institut avait l'habitude d'organiser, lui permettant ainsi de poursuivre et d'améliorer ses activités. Bien que l'accès au numérique ne soit pas uniforme en Afrique, la couverture Internet dans la plupart des pays africains s'élevait, au moment de la rédaction du présent rapport, à plus de 70 %, et l'Institut a constaté, au cours de ses travaux, que les groupes cibles ne rencontraient pas de grandes difficultés pour accéder aux activités en ligne. Le rapport met également en relief les réformes entreprises par l'Institut en matière de gouvernance et de gestion, qui traduisent sa volonté de se donner une nouvelle image et un nouvel élan afin d'accroître l'efficacité de ses services, et les efforts déployés pour mobiliser des ressources financières et le soutien du système des Nations Unies.

3. Le rapport donne également un aperçu des domaines thématiques couverts par les activités de formation en ligne de l'Institut, notamment l'augmentation de la criminalité organisée, l'augmentation des niveaux de violence, les causes profondes de la criminalité telles que la pauvreté et le chômage, la cybercriminalité et la radicalisation accrue, présentant les propositions faites par les expertes et experts et les personnes participantes sur la voie à suivre, l'objectif étant de promouvoir plus vigoureusement la coopération, la coordination et la collaboration régionales dans le domaine de la lutte contre la criminalité, de renforcer l'approche collaborative de l'Institut et de trouver des solutions à certains des problèmes qui continuent de sévir en Afrique.

II. Gouvernance et gestion

4. Le 1^{er} mars 2023, le nouveau Directeur général de l'Institut a pris ses fonctions. Les instruments juridiques de l'Institut, tels que le statut, le règlement du personnel, le règlement intérieur du conseil d'administration et les règles de gestion financière, ont été examinés, avant d'être mis à jour, normalisés et harmonisés avec ceux d'autres institutions et organisations internationales, dans le but d'améliorer la transparence et de respecter pleinement les normes internationales. Les documents ont été examinés par le Comité consultatif technique, un sous-comité du conseil d'administration, et adoptés par ce dernier à sa douzième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba le 3 octobre 2023.

5. À l'issue de cette réforme institutionnelle, la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique reste le principal organe directeur de l'Institut dont le mandat est de veiller à ce que les gouvernements respectifs s'acquittent de leurs contributions financières et de définir une orientation stratégique et des engagements politiques pour les opérations et les activités de l'Institut. Les autres organes sont le conseil d'administration, le Comité consultatif technique et le secrétariat. Ces changements tiennent compte des recommandations des expertes et experts de la Commission, qui ont examiné l'Institut et formulé des propositions de réforme. Une nouvelle structure et une nouvelle nomenclature ont été adoptées pour le bureau du Directeur général et les deux directions techniques ; cette nouvelle structure comprend le Directeur général, le Directeur général adjoint, le Directeur de la formation et des programmes, le Directeur de la recherche et de la documentation et le Fonctionnaire d'administration et des finances. Cette structure permet de créer des départements techniques en fonction des ressources et de l'ampleur des activités de l'Institut, afin de responsabiliser davantage le personnel et de mieux organiser des services. La restructuration n'a pas donné lieu à la création de nouveaux postes (pour plus de détails sur les effectifs, voir tableau 5 ci-après).

6. L'Institut a élaboré et adopté son plan stratégique et son programme de travail 2024-2028, axés sur certains thèmes de la Déclaration de Kyoto et des initiatives de l'Union africaine. Le plan a été élaboré et adopté dans un contexte complexe et difficile, et l'adhésion pleine et entière des États membres et des autres partenaires est essentielle pour le mettre efficacement en œuvre.

III. Programme et activités de fond

A. Activités de l'Institut

7. L'Institut a entrepris les activités suivantes au cours de la période considérée :

a) En octobre 2022, l'Institut a participé à une réunion d'experts internationaux sur l'amélioration de l'assistance technique pour réduire la récidive, qui s'est tenue au siège de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient à Tokyo. Il a présenté les résultats du projet intitulé « From prison back home », qui vise à réduire la récidive ;

b) L'Institut a présenté un document sur la situation actuelle des infractions liées à la drogue en Afrique francophone et les mesures prises pour lutter contre ce problème, à l'occasion du séminaire sur la justice pénale en Afrique francophone, tenu par l'Agence japonaise de coopération internationale à Tokyo en février/mars 2023 ;

c) L'Institut a commencé à établir une base de données, à usage interne, recensant les spécialistes de la justice pénale dans les institutions de pays africains. Une demande a également été envoyée à tous les États africains pour leur demander de communiquer des données statistiques nationales sur la criminalité ;

d) L'Institut et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ont présenté un document sur la criminalité transnationale organisée au colloque annuel des procureurs organisé en avril 2023 par le Bureau du Procureur général de l'Ouganda à Kampala, avec l'appui du Bureau de l'ONUDC à Kampala ;

e) En mai 2023, l'Institut a organisé sa première conférence virtuelle pour les pays francophones, sur le thème « Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest et du Centre : états des lieux, enjeux et perspectives ». Y ont participé des spécialistes et des représentantes et représentants de l'Algérie, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée équatoriale, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo, ainsi que d'organisations internationales menant des activités dans la région. Les personnes participantes ont examiné et élaboré des stratégies de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette manifestation a été l'occasion d'échanger des connaissances, des données d'expérience et les meilleures pratiques pour prévenir et combattre ces infractions et aider les États africains à détecter la criminalité financière et à poursuivre et sanctionner les auteurs de telles infractions. En outre, soulignant le lien entre ces infractions et les violations des droits humains, elle visait à promouvoir une approche intégrée et pluridimensionnelle opérant un équilibre entre les politiques visant à renforcer les services de détection et de répression et les politiques de développement social et économique, dans le but d'améliorer la résilience des sociétés africaines face à ces menaces ;

f) En juin 2023, l'Institut a participé en qualité d'observateur à la quatorzième réunion du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, qui s'est tenue à Vienne ;

g) En juillet 2023, l'Institut a organisé sa deuxième conférence virtuelle, intitulée « Les compétences juridictionnelles dans la poursuite et la répression des infractions de terrorisme et de détention et trafic d'armes à feu : quelle place pour le droit international ? ». Y ont participé des représentantes et représentants du pouvoir judiciaire, des services de détection et de répression, du monde universitaire, de la société civile et des juristes de l'Algérie, du Bénin, du Cameroun, de la Guinée équatoriale, du Maroc et de la Tunisie. Les personnes participantes ont examiné la propagation croissante du terrorisme en Afrique et dans le monde, en particulier certains actes de violence et de terrorisme au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali et au Niger, ainsi que l'implication de groupes tels que Boko Haram, Daech, Al-Qaida et Al-Shabaab. Elles ont mis en relief la nature transnationale du terrorisme et du trafic d'armes qui y est associé et qui constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Elles ont souligné qu'il fallait prendre de solides mesures pour lutter contre ces problèmes, notamment des mesures en matière de prévention et de répression, et qu'il importait de coopérer à l'échelle internationale et d'établir des cadres juridiques, ainsi que de conclure des accords et des traités mondiaux ;

h) En septembre 2023, à l'invitation du Maroc, l'Institut a effectué une mission exploratoire dans ce pays pour soutenir son projet visant à créer un observatoire marocain de la criminalité au sein du Ministère de la justice ;

i) Également en septembre 2023, l'Institut a organisé sa troisième conférence virtuelle internationale, intitulée « Les compétences juridictionnelles dans la poursuite et la répression des infractions de terrorisme et de détention et trafic d'armes à feu : quelle place pour le droit international ? ». Le thème de la première conférence sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été réexaminé, cette fois au profit des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Y ont participé des membres des services de détection et de répression, des fonctionnaires de justice, des universitaires et des représentantes et représentants de la société civile de l'Afrique du Sud, du Kenya, de l'Ouganda, des Seychelles et de la Zambie. Cette approche inclusive reflète la volonté inébranlable de l'Institut de favoriser un dialogue international sur ces questions ;

j) L'Institut a présenté un document sur la situation actuelle des systèmes de justice pénale dans les pays africains et l'importance des activités de renforcement des capacités dans ce domaine, à l'occasion d'une manifestation parallèle, organisée par l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient à la vingt-deuxième session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, tenue à New York en décembre 2023, sur les moyens de favoriser la complémentarité par le renforcement des capacités et la coopération ;

k) En février 2024, l'Institut a organisé la quatrième conférence virtuelle internationale sur la poursuite des infractions de terrorisme, de détention illégale et de trafic d'armes à feu en Afrique de l'Est et en Afrique australe et la place du droit international. Y ont participé des représentantes et représentants du Kenya, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, des Seychelles et du Zimbabwe. Ces derniers ont exploré les liens importants entre les activités terroristes et la détention et le trafic d'armes à feu et évalué leur impact sur la sécurité nationale et internationale. Ils ont identifié les institutions compétentes au sein des systèmes judiciaires africains pour poursuivre et juger les auteurs d'infractions, afin de s'assurer que les garanties procédurales fournies au cours des enquêtes, des poursuites et des procès sont conformes au droit international. En outre, ils ont souligné l'importance de la coopération judiciaire internationale pour améliorer la formation des juges et des procureurs spécialisés dans la lutte contre le terrorisme. Ils ont également analysé les conditions de détention des personnes condamnées et exploré les possibilités de réinsertion sociale. Ils ont par ailleurs encouragé la participation des milieux universitaires en encourageant les professeurs d'université, les étudiants et les chercheurs à examiner les processus juridiques associés au terrorisme et aux infractions liées aux armes à feu. La conférence a permis de sensibiliser à l'impact du terrorisme et du trafic d'armes à feu sur la sécurité et de clarifier les compétences et les modes de fonctionnement des tribunaux chargés de traiter ces infractions. Elle a également permis de déterminer si les réponses judiciaires étaient conformes au droit international, de recenser les difficultés et de fournir des conseils pour mieux former les professionnels du droit à la lutte contre le terrorisme. Elle a en outre exploré les questions relatives à la réinsertion des personnes délinquantes et envisagé d'harmoniser les systèmes judiciaires de poursuite et de répression avec les pratiques internationales. En examinant ces questions, elle visait à renforcer les cadres juridiques, améliorer la coopération judiciaire et accroître l'efficacité de la lutte contre le terrorisme et le trafic d'armes à feu aux échelons national et international ;

l) En avril 2024, l'Institut a tenu sa cinquième conférence virtuelle internationale. La conférence visait à favoriser l'échange d'idées et le partage des connaissances, et à faire le point sur les progrès accomplis en vue d'assurer l'accès de tous et toutes à la justice et à l'assistance judiciaire dans les systèmes de justice pénale en Afrique francophone et dans la région du Maghreb. Des participantes et participants du Bénin, du Cameroun, du Congo, du Maroc et du Niger ont souligné l'importance du libre accès à la justice en tant que droit fondamental, des principes de l'égalité devant la loi, de la présomption d'innocence et du droit qu'à toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent et impartial. Ils ont noté que des difficultés subsistaient encore dans de nombreux pays africains. En dépit de la ratification de nombreux instruments internationaux et régionaux, les obligations qu'ils contiennent ne sont pas toujours respectées. Les obstacles économiques, le manque de ressources et les disparités géographiques ont compliqué l'accès de nombreuses personnes à une assistance juridique de qualité. Les gouvernements sont donc invités à fournir une assistance juridique et à veiller à ce que tous les citoyens, quelle que soit leur situation financière, puissent défendre leurs droits devant les tribunaux. La question de la qualité de la représentation juridique a également été abordée. Plusieurs facteurs influencent la compétence et l'efficacité des juristes, tels que leur formation et leur charge de travail, ainsi que l'intégrité du système judiciaire. Le sous-financement chronique de l'assistance juridique nuit à la qualité des services et compromet le principe de l'égalité des moyens, considéré comme fondamental pour un procès

équitable. Les participantes et participants ont souligné que les juristes devaient pouvoir exercer leur profession sans crainte de représailles, mais que dans de nombreux pays, ils faisaient l'objet de menaces, d'intimidations et même de violences. On a estimé qu'il faudrait réaliser une évaluation approfondie des mécanismes de représentation juridique et des problèmes rencontrés par la profession juridique pour améliorer l'assistance technique et renforcer la capacité des juristes à défendre les droits des personnes, en particulier les plus vulnérables ;

m) En mai 2024, l'Institut a participé à la trente-troisième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Il a fait une présentation sur les garanties juridiques pour les victimes de la criminalité lors de l'atelier annuel des instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. En outre, il a fait une présentation sur les efforts visant à réduire la récidive par l'assistance technique à l'occasion d'une manifestation parallèle organisée par l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient.

B. Diffusion de l'information et collaboration

8. L'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a renforcé son unité de traitement de l'information, qui s'occupe également de la sécurité du stockage et de la diffusion afin de garantir une gestion adéquate de l'information. L'utilisation de ressources numériques a transformé la nature et les processus de sensibilisation des partenaires de l'Institut. Composantes essentielles de la gestion, les technologies de l'information et de la communication ont aussi nettement amélioré la connectivité de l'Institut, lui permettant de donner suite rapidement aux demandes en suspens et de répondre aux besoins d'information des organismes partenaires. Grâce à l'utilisation des médias sociaux, l'Institut a diversifié ses canaux de communication et amélioré les moyens utilisés pour diffuser des informations en ligne en temps réel.

9. Le site Web de l'Institut, qui fournit des ressources et des informations actuelles, a été mis à jour et restructuré pour refléter l'évolution de l'Institut. Il est essentiel d'informer et d'impliquer les parties prenantes, en soulignant le rôle essentiel qu'elles jouent pour aider l'Institut à progresser.

10. Le bulletin d'information de l'Institut est désormais bilingue, en anglais et en français, et est publié tous les trimestres afin de diffuser des informations et de promouvoir les relations.

11. Dans le cadre de sa réforme institutionnelle, l'Institut a amélioré ses méthodes de travail pour sensibiliser ses partenaires existants et nouveaux, notamment en utilisant sa plateforme numérique pour lancer des appels à candidatures.

12. L'Institut s'emploie à mettre en place une bibliothèque numérique afin que ses ressources soient accessibles en ligne, y compris les éditions trimestrielles précédentes de son bulletin d'information. Il a continué à utiliser des outils de diffusion en direct, tels que YouTube et d'autres plateformes similaires.

IV. Coopération internationale et partenariats

13. L'Institut a établi des relations de coopération avec un certain nombre d'organismes des Nations Unies. En association avec le Coordonnateur résident et le bureau de l'ONUDC en Ouganda, il a adopté un plan d'action pour une enquête continentale visant à renforcer l'état de droit, les droits humains et la bonne gouvernance en Afrique, l'accent portant sur la police et les services de détection et de répression, afin de récolter des fonds dans le domaine de la recherche. Des discussions sont actuellement menées avec le Coordonnateur résident des Nations Unies pour l'Ouganda en vue de nouer un partenariat dans l'optique de la mise en œuvre de programmes conjoints.

14. L'Institut a également renforcé sa collaboration avec d'autres instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Il continue de faire partie du Comité de rédaction de la lettre d'information du réseau du programme (PNI Newsletter), qui contient des informations sur les activités menées par les Instituts qui sont membres du réseau, contribuant ainsi à la visibilité de l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.

15. En juin 2023, une conférence virtuelle a été organisée avec le National Institute for Justice des États-Unis d'Amérique afin d'explorer les possibilités de collaboration dans le cadre de programmes conjoints, notamment pour lutter contre la prolifération des armes légères. Cette manifestation a relancé la discussion sur le projet de création d'un centre régional de lutte contre les armes légères et de petit calibre à l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.

16. En juin 2023, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, basé à Turin (Italie), a demandé à l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants de faire partie d'un groupe de travail d'experts chargé d'étudier l'impact des nouvelles technologies sur la réinsertion des personnes détenues et la réduction de la récidive. L'Institut a présenté les meilleures pratiques et expériences des pays africains et la manière dont ils ont intégré les technologies de l'information dans la formation et la réinsertion des personnes détenues.

17. En association avec l'Uganda Law Society, l'Institut a élaboré de nouvelles initiatives pour renforcer l'administration de la justice en Afrique, notamment une série d'activités conjointes visant à rassembler tous les acteurs du secteur de la justice pénale chaque année pour examiner différentes questions thématiques.

18. L'Institut a également continué à renforcer sa collaboration avec le monde universitaire. Il a commencé à coopérer avec la faculté de droit de l'Université de Birmingham sur le projet de réglementation des actifs numériques en 2016. En juillet 2023, ils ont organisé un atelier sur les approches autochtones en matière de réglementation des actifs numériques et de l'intelligence artificielle en Afrique. L'un des objectifs de l'atelier était de planifier une conférence avec certains pays africains en 2025 afin d'évaluer les progrès réalisés en ce qui concerne la Déclaration de Kampala sur les principes fondamentaux de la réglementation des cryptomonnaies et de la chaîne de blocs (technologies des registres distribués) en Ouganda et la suite donnée (2017) ainsi que la politique en matière de technologie financière (2019), qui ont été présentées au Ministère des finances ougandais par un groupe de travail dont l'Institut est membre.

19. L'Institut et l'Université de Birmingham organisent également la deuxième réunion de planification d'une conférence sur les approches autochtones en matière de réglementation des actifs numériques et de l'intelligence artificielle en Afrique, avec la participation de l'Autorité ougandaise de réglementation de la microfinance et des membres du groupe de travail national sur la réglementation des actifs numériques.

20. En 2023, une délégation de l'Université centrale de Caroline du Nord (États-Unis) s'est rendue au secrétariat de l'Institut. L'objectif de cette visite était d'examiner les possibilités de coopération en matière de lutte contre la violence à l'échelle locale, la radicalisation et l'extrémisme violent, le changement climatique et ses effets sur la criminalité en Afrique, ainsi que d'autres sujets liés au mandat de l'Institut. Au moment de la rédaction du présent rapport, les discussions entre les deux entités se poursuivaient en vue de la signature d'un mémorandum d'accord.

21. En août 2023, le doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université de Makerere à Kampala a conduit une délégation de la faculté à des réunions à l'Institut afin d'examiner des possibilités de collaboration pour travailler sur des questions d'intérêt mutuel. À l'issue des discussions, les deux parties ont convenu d'entreprendre une étude sur la circulation et l'usage illicite de drogues dans les

établissements scolaires et les universités. Le mandat a été élaboré et un protocole d'accord est actuellement examiné pour déterminer les conditions d'exécution du projet et trouver les ressources nécessaires.

V. Financement et soutien

22. Le montant total des recettes de l'Institut pour l'exercice biennal 2022-2023 s'est inscrit à 2 004 141 dollars. Ce montant comprend les sources de financement suivantes : les contributions annuelles des États membres (1 653 461 dollars) ; une subvention de l'Organisation des Nations Unies (297 000 dollars) ; et d'autres revenus (revenus locatifs) (53 680 dollars).

23. Le tableau 1 fait apparaître des recettes totales d'un montant de 2 004 141 dollars pour l'exercice biennal 2022-2023, contre 2 514 458 dollars pour l'exercice biennal 2020-2021.

Tableau 1

Récapitulatif des recettes pour l'exercice biennal 2022-2023, par rapport à l'exercice biennal 2020-2021

(Dollars des États-Unis)

| Source | 2022-2023 | | 2020-2021 | |
|---|------------------|-----------------------------------|------------------|-----------------------------------|
| | Montant | Pourcentage du total des recettes | Montant | Pourcentage du total des recettes |
| Contributions annuelles des États membres | 1 653 461 | 82,5 | 2 011 622 | 80 |
| Subvention de l'ONU | 297 000 | 14,8 | 316 732 | 13 |
| Recettes diverses | 53 680 | 02,7 | 186 104 | 7 |
| Total (recettes) | 2 004 141 | | 2 514 458 | |

24. Le tableau 2 fait apparaître le montant total des recettes de l'Institut de janvier à mai 2024 par rapport à la même période en 2023

Tableau 2

Récapitulatif des recettes pour la période janvier-mai 2024

(Dollars des États-Unis)

| Source | Janvier-mai 2024 | | Janvier-mai 2023 | |
|---|------------------|-----------------------------------|------------------|-----------------------------------|
| | Montant | Pourcentage du total des recettes | Montant | Pourcentage du total des recettes |
| Contributions annuelles des États membres | 47 455 | 32,4 | 446 036 | 84,6 |
| Subvention de l'ONU | 73 800 | 50,5 | 71 250 | 13,5 |
| Recettes diverses | 25 008 | 17,1 | 10 214 | 01,9 |
| Total (recettes) | 146 263 | | 527 500 | |

A. Contributions annuelles des États membres

25. Au cours de l'exercice biennal 2022-2023, l'Institut a reçu 1 653 461 dollars des États membres au titre des contributions financières annuelles. Au total, 4 des 29 États membres ont payé leurs contributions et 8 pays ont payé leurs arriérés.

Tableau 3
Ventilation des contributions reçues pendant l'exercice biennal 2022-2023
(Dollars des États-Unis)

| <i>Pays</i> | <i>Contributions annuelles pour 2022-2023</i> | <i>Arriérés payés en 2022-2023</i> | <i>Paiements anticipés</i> | <i>Montant total payé en 2022-2023</i> |
|--|---|--|--------------------------------|--|
| Kenya | - | 60 316,50 | - | 60 316,50 |
| Libye | - | 678 615,00 | - | 678 615,00 |
| Malawi | - | 14 366,55 | - | 14 366,55 |
| Maroc | - | 150 790,50 | - | 150 790,50 |
| Nigéria | - | 332 111,58 | - | 332 111,58 |
| Ouganda | 60 322,00 | - | 32 211,10 | 92 533,10 |
| République démocratique du Congo | 50 066,00 | 150 185,50 | - | 200 251,50 |
| Seychelles | 25 034,00 | 25 033,00 | - | 50 067,00 |
| Tanzanie (République-Unie de) | 49 606,07 | 24 803,00 | - | 74 409,07 |
| Total | 185 028,07 | 1 436 221,63 | 32 211,10 | 1 653 460,80 |

26. Au cours de la même période, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie et les Seychelles se sont intégralement acquittés de leurs contributions financières annuelles pour 2022-2023 et de leurs arriérés des années précédentes. Le Kenya, la Libye, le Malawi, le Maroc et le Nigéria ont effectué des versements partiels au titre de leurs arriérés.

27. Au 31 mai 2024, le total des contributions annuelles attendues des États membres s'élevait à 26 millions de dollars pour 1989-2024 ; un montant de 8,9 millions de dollars avait été reçu, ce qui laissait un solde non réglé de 17,1 millions de dollars.

28. Depuis 2021, le montant des contributions annuelles reçues des États membres a diminué, comme le montrent les chiffres suivants : en 2021, 1,6 million de dollars a été reçu ; en 2022, 798 000 dollars ont été reçus ; en 2023, 854 772 dollars ont été reçus ; et de janvier à mai 2024, 47 455 dollars ont été reçus.

B. Subvention de l'Organisation des Nations Unies

29. Au cours de l'exercice biennal 2020-2021, la subvention octroyée à l'Institut par l'ONU s'est élevée à 316 732 dollars, malgré les nombreux appels de l'Institut à l'Assemblée générale pour qu'elle envisage de porter le montant de la subvention au niveau voulu pour lui assurer le nombre de fonctionnaires essentiels de la catégorie des administrateurs dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat.

30. Au cours de l'exercice biennal 2022-2023, l'Institut a reçu 297 000 dollars, ce qui représente une diminution par rapport à la subvention reçue au cours des exercices 2016-2017 (365 300 dollars), 2018-2019 (338 191 dollars) et 2020-2021 (316 732 dollars). La subvention a été utilisée pour financer les postes de directeur général, de fonctionnaire d'administration et des finances (agissant comme directeur par intérim de 2022 à février 2023) et les consultants engagés en l'absence de fonctionnaires de la catégorie des administrateurs pour mener certaines activités. Pour fonctionner à plein régime, l'Institut a besoin de cinq fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, comme indiqué dans le tableau 5 ci-après.

31. Au cours de la même période, l'Institut a recruté un directeur général, grâce à la hausse des contributions des années précédentes versées par les États membres. Bien que les contributions versées par les États membres de 2022 à la mi-2024 aient diminué, l'Institut a achevé le recrutement du Directeur général adjoint et du

Directeur de la formation qui, au moment de la rédaction du présent rapport, avaient pris leurs fonctions ou étaient sur le point de le faire. Il est donc nécessaire d'augmenter la subvention pour financer les administrateurs recrutés.

32. Le tableau 4 présente les dépenses de personnel de l'Institut financées par la subvention de l'ONU pendant l'exercice biennal 2022-2023, et le tableau 5 les dépenses proposées pour l'exercice biennal 2024-2025.

Tableau 4

Dépenses réelles de personnel engagées pendant l'exercice biennal 2022-2023

(Dollars des États-Unis)

| <i>Poste permanent</i> | <i>Niveau de salaire/échelon</i> | <i>Payé en 2022</i> | <i>Payé en 2023</i> | <i>Total payé pendant l'exercice 2022-2023</i> |
|--|----------------------------------|---------------------|---------------------|--|
| Directeur général | D-1/I | - | 88 874 | 88 874 |
| Fonctionnaire d'administration et des finances | P-3/X | 49 805 | 80 264 | 130 069 |
| Personnel d'appui | | 95 325 | | 95 325 |
| Total | | 145 130 | 169 138 | 314 268 |

Tableau 5

Dépenses de personnel proposées pour le personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur pour l'exercice biennal 2024-2025

(Dollars des États-Unis)

| <i>Poste permanent</i> | <i>Niveau de salaire/échelon</i> | <i>Salaire proposé pour l'exercice 2024-2025</i> |
|--|----------------------------------|--|
| Directeur général | D-1/VI | 245 385 |
| Directeur général adjoint | P-5/I | 203 616 |
| Directeur de la formation et des programmes | P-4/II | 169 470 |
| Directeur de la recherche et de la documentation | P-4/II | 169 470 |
| Fonctionnaire d'administration et des finances | P-3/II | 140 364 |
| Total | | 928 305 |

C. Recettes diverses

33. Comme indiqué lors de l'exercice précédent (2020-2021), l'Institut ne percevait plus de revenus provenant des intérêts et des primes, en raison d'un manque de fonds à investir sous forme de revenu fixe et d'un manque de terrains supplémentaires à louer. Comme lors de l'exercice précédent, les autres recettes proviennent uniquement des rentes foncières (pour des terrains déjà loués) et des locations (de résidences normalement réservées aux administrateurs, qui n'ont pas encore été recrutés), pour un montant de 53 680 dollars, contre 186 104 dollars lors de l'exercice 2020-2021.

VI. Avenir de l'Institut

34. L'avenir de l'Institut est prometteur. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Institut a réussi à consolider l'état de ses effectifs. Le Directeur général et d'autres fonctionnaires de la catégorie des administrateurs ont été recrutés ou sont sur le point de l'être. La question du manque de fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, évoquée dans les rapports précédents, est donc en passe d'être résolue. L'Institut a mis en place un plan stratégique pour la période 2024-2028 afin de guider ses activités.

35. L'Institut a renforcé son alliance avec d'autres instituts composant le réseau du programme et d'autres partenaires, et plusieurs programmes conjoints vont prochainement être mis en œuvre. Il s'est efforcé de renforcer sa collaboration avec l'ONUDC pour mener ses activités en Afrique. Il a également élargi sa coopération à la Commission économique pour l'Afrique et à l'Union africaine, en particulier au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, afin de contribuer à résoudre les problèmes urgents que représentent la violence et les menaces à la paix sur le continent africain.

36. Le mandat de l'Institut reste suffisamment large pour lui permettre de jouer un rôle de premier plan dans la formation à la prévention de la criminalité et à la justice pénale en Afrique et dans l'élaboration d'orientations générales en la matière.

VII. Conclusions et recommandations

37. En tant que centre d'expertise pour surmonter les difficultés propres à la région, l'Institut se tient à la disposition des États membres africains pour les aider à mettre en place un système de justice pénale plus résistant et plus solide, capable de relever les défis auxquels le continent doit actuellement faire face en matière de prévention du crime et de justice pénale, notamment en ce qui concerne la criminalité organisée et la violence politique, le faible niveau d'avancement technologique et le manque de professionnels formés et compétents.

38. L'Assemblée générale est invitée à examiner la demande de l'Institut tendant à ce que la subvention de l'ONU soit portée au niveau voulu afin que l'Institut dispose des administrateurs permanents dont il a besoin pour poursuivre ses activités, tout en évitant la forte rotation du personnel expérimenté due à l'imprévisibilité financière.

39. Des remerciements ont été adressés aux États membres qui se sont acquittés de leurs contributions et les États membres qui ne l'avaient pas encore fait ont été invités à le faire. La disponibilité de ressources financières permettra d'améliorer les capacités de l'Institut et de le transformer en une entité efficace, dotée d'un programme ambitieux de réforme de la justice pénale en Afrique, axé sur les poursuites, les enquêtes, les sanctions pénales et le système pénitentiaire, dans l'optique de remédier aux vulnérabilités face aux nouvelles tendances de la criminalité.

40. Les gouvernements africains sont invités à entreprendre des réformes juridiques et judiciaires en vue d'améliorer les performances des systèmes judiciaires ainsi que la qualité et la rapidité des processus de prise de décision judiciaire.